

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Restauration du clos-couvert - Cité de la Céramique

Catégorie opération 2



2 Pl. de la Manufacture Nationale,
92310 Sèvres

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	09/04/2025	Phase PRO

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	13
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	13
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	14
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	17

3.5.1 Présence d'amiante	17
3.5.2 Présence de plomb	18
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.4 Travaux divers	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	22
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	23
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	23
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	24
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	25
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	26
5.3.1 Mise en place bungalows	26
5.3.2 Cantonnement à étages.	26
5.3.3 Installation électrique.....	27
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	28
6.1 ORGANISATION.....	28
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	29
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	29
6.2.2 Interdiction de fumer	29
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	30
7.1 PPSPS	30
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	30
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	30
8 Annexes	31
Panneau : En cas d'accident.....	31

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Restauration du clos-couvert - Cité de la Céramique

CITE DE LA CERAMIQUE

RESTAURATION DU CLOS ET DU COUVERT DES BATIMENTS 12/13 DIT « LE MAGOT »

2 Pl. de la Manufacture Nationale,
92310 Sèvres



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Les travaux ont pour but la restauration du clos et du couvert des bâtiments 12 et 13, dits "du Magot" situé dans l'enceinte de la Cité de la Céramique à Sèvres (92).

Les travaux font l'objet de 2 phases et sont divisés en 4 lots comme suit : LOT N°1 : MACONNERIE - PIERRE DE TAILLE LOT N°2 : CHARPENTE LOT N°3 : COUVERTURE LOT N°4 : MENUISERIE

L'opération se déroulera en deux phases de travaux avec une période d'interruption suivant le découpage suivant :> Phase 1 partie Nord : Restauration du clos et du couvert du bâtiment 12 et de l'aile Nord du bâtiment 13. Délai prévisionnel du chantier : 10 mois.

> Déménagement / ré-emménagement des moules par la CC. Délai prévisionnel de 4 mois.

> Phase 2 partie Sud : Restauration du clos et du couvert de l'aile centrale et de l'aile Sud du bâtiment 13. Délai prévisionnel du chantier : 10 mois.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC, R+1 + Comble

Nature de la couverture / toiture

Toiture ardoise + Zinc

Nature des façades

Pierres + briques

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	OPERATEUR PATRIMOINE PROJETS IMMOBI RUE DU CHATEAU DES RENTIER 75647 PARIS CEDEX 13	
Maître d'Oeuvre	Marie-Suzanne de Ponthaud 72, rue Alsace-Lorraine 29160 CROZON	TEL : 0148256071
Inspection du travail	DRIETS Unité Départementale des Hauts de Seine 11, boulevard des Bouvets 92000 NANTERRE	TEL : 01 47 86 42 75
CRAM	CRAMIF Immeuble Axe Etoile 105 rue des Trois Fontanot 92022 NANTERRE Cedex	TEL : 01 44 65 18 80
OPPBTP	OPPBTP 1 rue Heyrault 92660 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex	TEL : 01 70 95 56 99

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Maçonnerie - Pierre de taille
- N°02 - Charpente
- N°03 - Couverture
- N°04 - Menuiserie

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 03/11/2025 pour une durée de 18 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 15.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

/

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

/

2.4 AMIANTE

Ces documents, en cours d'élaboration, seront transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.

- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 PLOMB

Présence de revêtements contenant du plomb

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation : A déterminer
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous les lots en contact avec des parties d'ouvrages contenant du plomb.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

/

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	2, place de la Manufacture Nationale à Sèvres	MOA	MOA
Gardiennage	Personnel de sécurité de La Manufacture.	MOA	MOA
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Obligation à chaque salarié doit avoir sur lui sa carte professionnelle du BTP	toutes les entreprises	toutes les entreprises
Liste du personnel	Chaque entreprise tiendra constamment à jour sur le site, une liste de son personnel y compris les sous-traitants.	toutes les entreprises	toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Homme trafic pour gérer la sortie et l'entrée des véhicules	Voir plan d'installation de chantier	Chaque lot pour ses propres livraisons	Chaque lot pour ses propres livraisons
Voie intérieure	Voies de circulation intérieure de la zone chantier	Voir plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1
Aire de livraison	Zone de stationnement lors des déchargements	Voir plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1
Quai de déchargement	Zone de stationnement lors des déchargements. Adapter les véhicules aux surfaces de livraisons.	Voir plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1
Aire de stationnement	Emplacement de stationnement des véhicules chantier	Voir plan d'installation de chantier	Lot 1	Lot 1
Homme de manœuvre	Toute manœuvre d'engin de la voie publique au chantier devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre. Il devra s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et veiller à la mise en sécurité des usagers de la voie publique.	Voir plan d'installation de chantier.	Chaque lot pour ses propres livraisons et engins.	Chaque lot pour ses propres livraisons et engins.
Avertisseur de manœuvre	Bip de recul, ...		Chaque lot pour ses propres engins.	

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Cheminements intérieurs.	Dans le bâtiment.	MOA	MOA
Cheminement cantonnement/chantier	Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, protégés(si nécessaire) contre les risques de chute d'objets.	Voir plan d'installation de chantier.	MOA pour l'intérieur du bâtiment. Lot 1 pour l'extérieur	MOA pour l'intérieur du bâtiment. Lot 1 pour l'extérieur.
Protection accès chantier	Tunnel de protection au droit des accès aux bâtiments.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1
Escalier provisoire	Sapine d'accès.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1
Cheminement sur chantier	Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, dégagés de tout encombrant.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1
Eclairage	Tous les accès et toutes les circulation doivent être éclairés.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1
Signalisation	Panneaux ou affiches pour orienter et faciliter la circulation sur le chantier. Balisage des issues de secours. Indiquer les zones interdites d'accès.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1
Auvent protection accès	Tunnel de protection au droit des accès aux bâtiment.	Voir plan d'installation de chantier.	Lot 1	Lot 1

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
-------------	--------------	-----------------------------------	-----------------	------------------------------------

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Monte matériaux		Chaque entreprise à la charge des moyeux pour monter ses matériaux en lien avec le lot 1 pour que cela soit compatible avec l'échafaudage.	Le lot installateur et autres lots avec convention de prêt.	
Treuil électrique	Sur tour d'échafaudage	Lot 1	Tous les lots avec convention de prêt et formation	
Chariot élévateur	Les zone doivent être stabilisées et balisées.	Tous les lots	Tous les lots	
Transpalette/chariot	Circulations stabilisées, éclairées et dégagées de tout encombrant.	Tous les lots	Tous les lots	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Il est recommandé d'établir une convention de prêt afin de formaliser les responsabilités de chacun.

Il appartient à l'emprunteur, tenu à une obligation de sécurité à l'égard de ses salariés, de s'assurer :

- que le matériel est conforme et adapté à l'usage auquel il le destine ;
- qu'il pourra être utilisé en toute sécurité par son personnel.

Il est responsable du choix du matériel, de son installation, de l'information et de la formation du personnel amené à utiliser ce matériel.

Cette convention permet de fixer les obligations et les responsabilités entre les deux entreprises.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS les moyens utilisés ainsi que la méthodologie prévue, en privilégiant les moyens de manutention mécanique.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Tous les lots dans leurs zones de travaux

Lot chargé de l'entretien

Tous les lots

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Déchets/ gravats/ matériaux contenant du plomb.	Dans doubles sacs étiquetés, dans zone fermée. Clôture bac acier.	Selon PIC		(emballage, étiquetage)
Matériaux et matériel nécessaires pour la réalisation des travaux.	Stocker sur des plateformes stabilisées et drainées.	Voir plan d'installation de chantier.	Tous les lots.	

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous les postes de travail.	Autant que nécessaire pendant les travaux. Tout au long de la journée.	Tous les lots	Tous les lots
Bennes avec tri	Voir plan d'installation de chantier.	Autant que nécessaire pendant les travaux.	Lot 1	Lot 1

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

/

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tous les lots.

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Selon les fiches FDS des matériaux et matériels.	Tous les lots	Élimination à l'avancement du retrait des zones polluées.	Chaque lot est responsable de ses déchets chimiques,...	Filière adaptée
Plomb	Tous les lots	Sécurisée, accès restreint	Lot 1	Filière adaptée

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Toutes zones	Tous les lots	Permis feu avec PC sécurité: A confirmer.	- Une durée de surveillance minimale de 120 minutes après la fin du Travail par Point Chaud serait requise.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	Toutes zones du chantier.	Tous les lots		<p>Tous les lots:-</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect du niveau admissible - Prévoir des emplacement de stockage stratégique pour optimiser les déplacements avec engins, camions,... - Limiter le nombre de camions de livraisons - Mettre en place un planning de livraison - Utiliser des dispositifs radio pour éviter de crier - Eviter de klaxonner inutilement. - Organiser les stockages et travaux afin d'éviter par exemple les chutes de matériels - La mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis. - Veiller à favoriser au maximum l'utilisation d'engins et matériels les moins bruyants possible. - Adaptation de la puissance de l'engin et sa dimension aux tâches à accomplir. - Limiter les découpes de matériaux sur le chantier.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Sans objet.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent)	Lot 1	Lot 1
Trémie petite dimension	Platelage rigide suffisamment résistant, fortement fixé mécaniquement au sol affleurant le plancher.	Lot 1	Lot 1
Trémie grande dimension	Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent).	Lot 1	Lot 1
Châssis en façade sur allège < 1m	Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) Positionnement adapté pour la pose des châssis en sécurité ou équivalent		Lot 4 Lot 1
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent). Positionnement adapté pour la pose des châssis en sécurité ou équivalent.		Lot 4 Lot 1
Périphérie toiture terrasse	Protection par l'échafaudage dépassant de 1m.	Lot 1	

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Couverture en pente	Protection par l'échafaudage dépassant de 1m.	Lot 1	

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Pour l'ensemble des travaux TCE :. Echafaudages sur les 4 façades, avec confinement plomb total pour permettre le décapage des peintures au plomb.. Echafaudages sur les 4 façades jusqu'au niveau de la couverture pour permettre la réalisation des travaux TCE. Les échafaudages seront équipés de bâches de protection.	Suivant planning	Lot 1	Lot 1	Tous les lots avec convention de prêt.
Echafaudage intérieur	Selon besoin	Selon phase	Lot 2 et 3	Lot 2 et 3	Lot 2 et 3

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Engin manutention aérien	La sapine de montage devra permettre le montage en toute sécurité des matériaux employés par l'ensemble des lots.		1 Lot	1 Lot	Tous les lots avec convention de prêt.

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Voir plan d'installation de chantier.	A réaliser avant le démarrage des travaux. Vérification électrique à réaliser avant mise en service.	Lot 1	Lot 1
Alimentation cantonnement	Dans les bâtiments existants.	Phase 1 et 2	MOA	MOA
Armoires secondaires	Dans chaque zone d'intervention. Utilisation maximum d'une rallonge. Pas de rallonge de plus de 25 m. (3X2,5 minimum)	Suivant planning. Vérification électrique à réaliser avant mise en service.	Lot 1	Lot 1
Eclairage circulation verticale			1 Lot	1 Lot
Eclairage circulation horizontale			Lot 1	Lot 1

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage de secours			1 Lot	1 Lot
Eclairage poste de travail			Chaque lot éclaire son poste de travail.	Chaque lot pour son propre matériel d'éclairage.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux sur revêtements plomb

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les Lots	Intervention sur les façades,	Intervenir à partir de plateforme sécurisée. Interdiction d'intervenir dans les zones ou surfaces dépourvues de protections collectives.	Utilisation d'engins équipés de protections collectives. Utilisation d'échafaudage. Utilisation de PIRL Protections collectives rigides en périphérie....

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	2, place de la Manufacture Nationale, 92310 Sèvres	Entrée commune utilisateurs du site et chantier. PC sécurité.	Respecter les consignes de sécurité. Entrée matériels interdits par cet accès.	Tous les lots	
Interférence avec activité du site	Site Manufacture et Musée nationaux.	Flux piétons et véhicules.	Respecter les consignes du site. Respecter les horaires de livraison et d'intervention. Livraison à réaliser à l'intérieur des zones clôturées. A sécuriser le périmètre des cheminements lors des approvisionnements.Moyens de manutention et approvisionnements à préciser sur le PPSPS (avec analyse de risques) Intervenir uniquement dans les zones chantier....	Tous les lots	Tous les lots

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	15 compagnons (à confirmer par le MOE-OPC) A adapter au cours de chantier si nécessaire. Prévoir vestiaires pour femmes si nécessaire.	Selon PIC, dans l'existant		Local prêté par MOA, équipé par lot 1	Lot 1	Lot 1
Réfectoire	15 compagnons (à confirmer par le MOE-OPC) A adapter au cours de chantier si nécessaire. Prévoir vestiaires pour femmes si nécessaire.	Selon PIC, dans l'existant		Local prêté par MOA, équipé par lot 1	Lot 1	Lot 1

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	15 compagnons (à confirmer par le MOE-OPC) A adapter au cours de chantier si nécessaire. Prévoir vestiaires pour femmes si nécessaire.	Selon PIC, dans l'existant		Local prêté par MOA, équipé par lot 1	Lot 1	Lot 1
Douches	15 compagnons (à confirmer par le MOE-OPC) A adapter au cours de chantier si nécessaire. Prévoir vestiaires pour femmes si nécessaire.	Selon PIC, dans l'existant		Local prêté par MOA, équipé par lot 1	Lot 1	Lot 1

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

/

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 1	Lot 1

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Base Vie	Sapeur Pompiers - Tél: 18 SAMU - Tél: 15 Police - Tél : 17 Général - Tél: 112	Emplacement à afficher	Lot 1
Liaison avec les secours	Les SST et le PC sécurité du site		Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque	Tous les Lots
Accès secours	Circulations chantier	S'assurer que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées.	Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre.	Tous les Lots
Point de rencontre	Voir plan d'installation de chantier.		Emplacement à afficher.	Lot 1
Secouriste	1 secouriste minimum pour 20 ouvriers sur le chantier. Idéalement 1 par entreprise présente sur le chantier.		Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque.	Tous les Lots
Trousse de secours	Base vie			Lot 1
Défibrillateur	Base vie			Lot 1
Extincteur cantonnement	Dans la Base vie. Ils doivent être visibles et facilement accessibles (art. R.4227-29 du Code du travail)		Emplacement à afficher.	Lot 1

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds- Les zones de travaux où seront générés des points chauds devront être protégées à l'aide de bâches ignifugées- L'entreprise devra vérifier, 2 heures après les derniers travaux générant des points chauds, à l'aide d'une caméra thermique pour prévenir les incendies en détectant les points chauds avant qu'ils ne provoquent un embrasement. Stockage de produits dangereux- Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux.- Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur de l'immeuble.- Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.- Le plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

- Être minimum deux personnes dans chaque zone d'intervention.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

Restauration du clos-couvert - Cité de la Céramique

2 Pl. de la Manufacture Nationale,
92310 Sèvres

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: SÈVRES
RUE :2 Pl. de la Manufacture Nationale,

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.45.23.81.88 .